



Direction des Collectivités et de la légalité
Bureau du Contrôle de Légalité, de l'Urbanisme
et de l'Environnement

Perpignan le 28 octobre 2025

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° PREF/DCL/BCLUE 2025 301-0001

Modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n° 2015 282-0001 du 09/10/2015 afin d'autoriser une installation de transit de mâchefers soumise à enregistrement sur la commune de Saint-Jean-Pla-de-Corts

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret du 16 juillet 2025 portant nomination du Préfet des Pyrénées-orientales, Monsieur Pierre REGNAULT de la MOTHE ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/SCPPAT/2025-237-0001 du 25 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Bruno BERTHET, Sous-préfet, Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

VU l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 18/11/11 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BUFIC-2015 282-0001 du 09/10/2015 portant autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers, une installation de traitement des matériaux de carrière, une centrale à bétons prêts à l'emploi, une centrale d'enrobage à chaud temporaire mobile, une plate-forme de traitement de déchets du BTP en vue de leur recyclage, une déchetterie professionnelle et une zone de tri au sol, situés sur les communes de le Boulou et Saint-Jean-Pla-de-Corts ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCL-BCLUE-2021 264-0001 du 21/09/2021 modifiant l'arrêté d'autorisation n° 2015 282-0001 du 09/10/2015 susvisé afin de mettre à jour les prescriptions applicables suite à l'aménagement du site ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCL-BCLUE-2024 099-0001 du 08/04/2024 modifiant l'arrêté d'autorisation n° 2015 282-0001 du 09/10/2015 pour ce qui concerne les quantités de prélèvement d'eau autorisées et renforçant les mesures de réduction de la consommation d'eau ;

VU la demande d'enregistrement déposé le 07/04/2025 sur la plateforme de téléprocédure et complété le 25/06/2025, concernant une nouvelle activité de transit de graves de mâchefers qui sera implantée sur la plateforme des Sablons sur les communes de Saint-Jean-Pla-de-Corts et du Boulou ;

VU l'arrêté préfectoral n°2025 189-0002 du 08/07/2025, fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU l'absence d'observation du public lors de la consultation organisée du 11/08/2025 au 08/09/2025 inclus ;

VU les avis émis par les collectivités consultées ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 09/10/2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 07/10/2025 ;

VU l'absence d'observation confirmée par le demandeur par courriel en date du 08/10/2025 ;

CONSIDÉRANT que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de celles-ci permet de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande d'implantation d'une nouvelle activité de transit de graves de mâchefers, ne constitue pas une modification substantielle par rapport à l'autorisation délivrée pour l'exploitation :

- d'une carrière de sables et graviers,
- d'une installation de traitement des matériaux de carrière,
- d'une centrale à bétons prêts à l'emploi,
- d'une centrale d'enrobage à chaud temporaire mobile,
- d'une plate-forme de traitement de déchets du BTP en vue de leur recyclage,
- d'une déchetterie professionnelle
- d'une zone de tri au sol

situés sur les communes de le Boulou et Saint-Jean-Pla-de-Corts ;

CONSIDÉRANT que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux et compte tenu des engagements précités, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT en particulier l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que l'exploitant ne sollicite pas l'aménagement ou la modification des prescriptions générales applicables ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture.

ARRÊTE

OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société VAILLS, dont le siège social est situé au lieu-dit « Les Pradells » – CS20099 66161 LE BOULOU, SIRET n°392 580 155 00035, est autorisée à implanter une installation de transit de graves de mâchefers sur la plateforme des Sablons située sur les communes de Saint-Jean-Pla-de-Corts et de le Boulou, sous réserve du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°PREF/DCL/BUFIC2015282-0001 du 09/10/2015 susvisé modifié par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – NATURE DES INSTALLATIONS

A l'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et la nomenclature IOTA » de l'arrêté préfectoral n°2015 282-0001 du 09/10/2015 susvisé, la ligne du tableau relative à la rubrique 2716 est modifié comme suit :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime du projet
2716-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m ³	Déchetterie professionnelle : < 1 000 m ³ Transit de graves de mâchefers : 9 000 m ³ Volume total : < 10 000 m ³	E

ARTICLE 3 – CONDITIONS PARTICULIÈRES

Au titre 8 « Conditions particulières applicables à certaines installations de l'établissement » de l'arrêté préfectoral n°2015 282-0001 du 09/10/2015 susvisé, est ajouté le chapitre 8.8 « Installation de transit des graves de mâchefers » ci-après :

Chapitre 8.8 Installation de transit des graves de mâchefers

Les dispositions des arrêtés ministériels :

- du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique [...] 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- du 18/11/11 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux

sont applicables.

Article 8.8.1 Installation de transit de mâchefers

Seuls sont autorisés sur l'installation de transit, les mâchefers respectant les critères pour le recyclage en technique routière définis à l'annexe de l'arrêté du 18/11/11 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

Les mâchefers sont stockés sur une aire étanche, à l'abri des intempéries, dans des casiers fermés sur 3 cotés. Le stock au sein de l'établissement ne doit pas dépasser 9000 m³ / 15000 t.

Les conditions de stockage des mâchefers doivent permettre de différencier les différents lots de production mensuel des mâchefers ; chaque andain doit être identifié par une pancarte sur laquelle doit être noté la période de production et la référence de l'analyse de contrôle.

Les aires de stockage des mâchefers sont constituées de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention.

Les mâchefers sont valorisés dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 18/11/2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

En complément du registre d'entrée / sortie prévu à l'article R. 541-43 du Code de l'environnement et à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 18/11/2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux, chaque lot évacué fait l'objet d'une fiche précisant les conditions d'utilisation, la situation du site au regard des différents critères d'acceptabilité défini dans l'arrêté ministériel du 18/11/2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux et la localisation cartographiée du site.

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Montpellier (34000) 6 rue Pitot, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>:

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Conformément à l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant cet arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, les maires des communes de le Boulou et Saint-Jean-Pla-de-Corts, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la préfecture des Pyrénées-Orientales et dont un exemplaire sera notifié à la société VAILLS.

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général

